

Vœux de Pierre Laurent (p. 2)

Le droit au bonheur pour tous

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL le 3 février À la convergence des luttes

SERVEZ-VOUS



Vidéo des vœux de P. Laurent

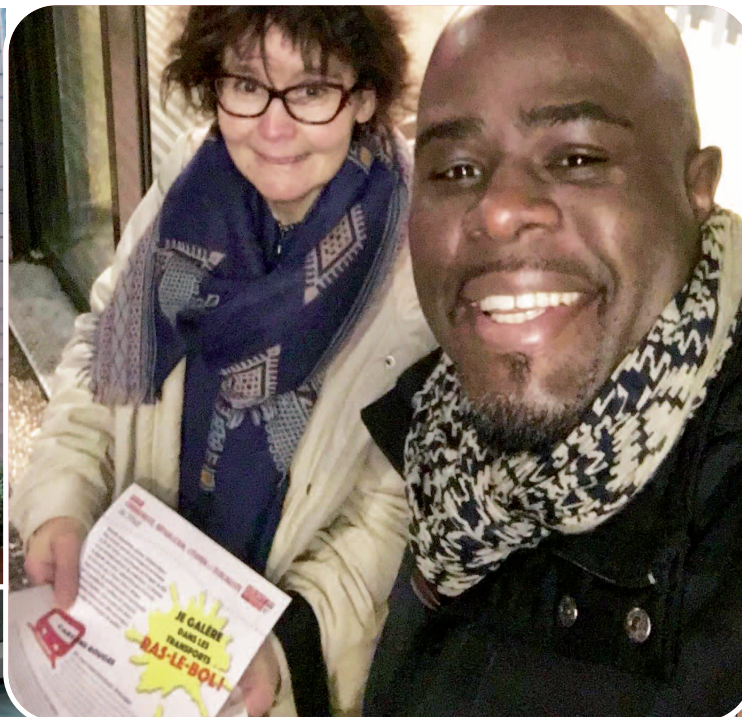
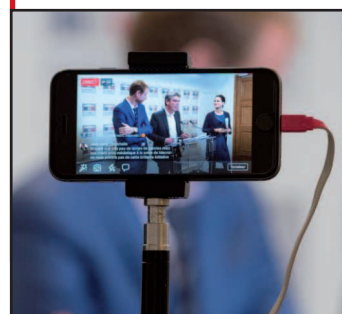


Affiche

L'exposition Marchais
a fermé ses portes.
On a dénombré 5 200 visites.

VIDÉOS

Les vidéos
des parlementaires
communistes
**AU SÉNAT
ET À
L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**
sur Facebook
et Twitter



Un nouveau monde frappe à la porte

Pierre Laurent présentait ses vœux le 15 janvier dernier. Il plaidait pour « *le droit au bonheur pour tous, un droit au progrès humain pour chaque être humain* ». Extraits

Le rapport sur les inégalités mondiales, publié en décembre, confirme l'envolée spectaculaire et continue des écarts de richesses au profit de 1 % de la population mondiale. Nous n'acceptons pas ce monde. Oui, nous formons le vœu, et c'est le sens même de notre combat, du droit au progrès pour chaque être humain, le droit de vivre dignement en choisissant sa vie, le droit au progrès social, écologique, féministe pour toutes et tous, dans notre pays, la France, comme sur toute la planète, le droit d'avancer, tous et chacun, dans la solidarité. Oui, je sais, les temps politiques sont mauvais. Ils ne nous disent pas çà. Mais je crois que l'époque, elle, nous appelle à cela.

Pourquoi en effet devrions-nous réserver à nos projets de vie individuels les belles utopies qui forment nos vœux en ce mois de janvier ? Au nom de quelle théorie, de quel raisonnement, de quel empêchement, de quelle raison d'État ? Pourquoi donc nos rêves et nos utopies du quotidien ne formeraient-elles pas le grand projet commun d'un droit au progrès pour chaque être humain ? Nous vivons l'époque où les révolutions techniques, scientifiques, démographiques, numériques offrent des possibilités inégalées d'épanouissement de toutes les capacités humaines : vivre dignement de son travail, se loger décemment, vivre en bonne santé, faire des projets d'avenir, en décider librement, se former, se cultiver, changer de métier, d'activité, créer, participer à la vie de la cité... Devenir maître de ses choix, être en capacité de décider, réinventer la politique.

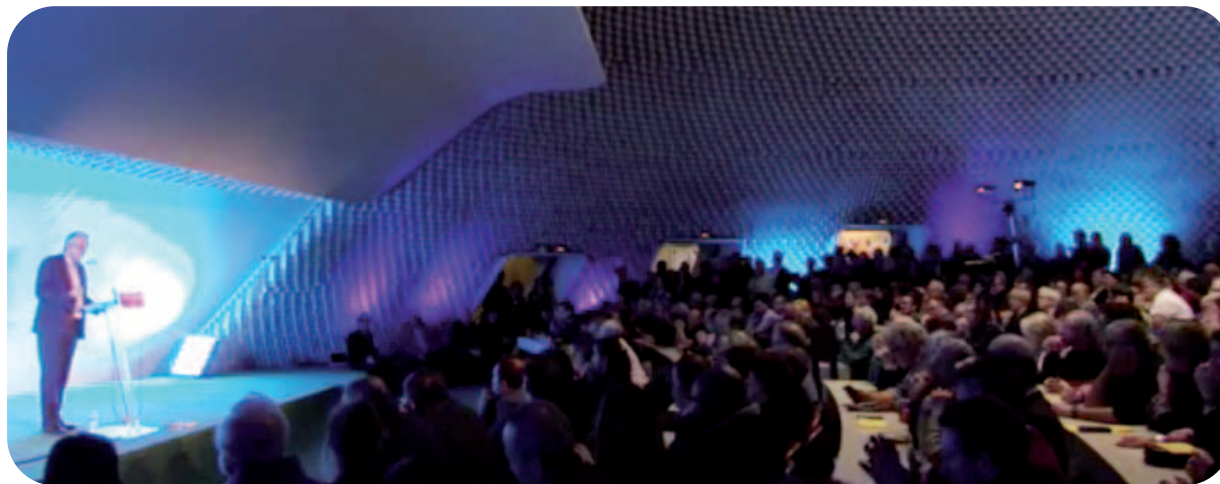
En tous domaines, nous sommes à l'heure des choix pour l'humanité. Et le choc des visions est partout. J'entends la parole libérée des femmes contre les violences sexistes qu'on veut aussitôt étouffer. J'entends la colère du monde face à la bêtise raciste et criminelle de Donald Trump. J'entends l'arrogance du PDG de Lactalis, 8^e fortune française, 116^e fortune mondiale, justement le fameux 1 %, à qui il faudrait déjà tout pardonner parce qu'il daigne sortir de son silence. J'entends l'inhumanité de Gérard Collomb contre les migrants et le manque de considération des associations qui les prennent en charge. Et je me dis : non, le monde n'appartient pas à ceux qui en détiennent aujourd'hui les clés. Un nouveau monde frappe à la porte, une nouvelle époque est possible, qu'il s'agit d'écrire ensemble.

Nous voulons la réussite solidaire, pour chacun, pour notre pays, pas la soumission aux « premiers de cordée ». La modernité d'Emmanuel Macron, c'est la version colorisée des vieux scénarios d'exploitation au service de la finance. Et çà se verra, de plus en plus. N'est-ce pas, Madame Muriel Pénicaud ? A qui ferez-vous croire encore longtemps que la rupture conventionnelle collective, cette méthode de licenciement de masse introduite au détour d'un article des ordonnances Macron contre l'avis de tous les syndicats, c'est, je vous cite, la meilleure manière d'éviter « *le traumatisme du licenciement* » ?

L'avenir du travail, l'or que nous avons chacun entre les mains, vaut bien mieux que ces vieilles sornettes. Voilà pourquoi, nous communistes, avons décidé d'entamer l'année 2018 avec la tenue, le 3 février prochain à Montreuil, d'états généraux du progrès social, auxquels j'ai le plaisir de tous vous convier. [...]

Chemin de nouvelles audaces

Oui, cinquante ans après 1968, nous proposons de reprendre le chemin de nouvelles audaces sociales et démocratiques contre tous les pré-supposés idéologiques qui prétendent s'y opposer. Et dix mois après l'élection d'Emmanuel Macron, dans laquelle, c'est vrai, il a en partie réussi le hold-up sur l'aspiration de notre peuple à faire du neuf, nous reprenons l'écriture d'une vraie modernité là où les pages que le Président prétendait tourner et qui ne le seront en vérité jamais. Utopie, nous diront certains. Je suis sûr du contraire. Et comme je l'ai dit ici même le 4 novembre en réfléchissant à l'actualité de nouvelles révolutions : « *Le 21^e siècle est celui qui posera comme jamais à la planète toute entière la question de la modification en profondeur des rapports sociaux.* » Cette question que Gwypplaine, le personnage du roman de Victor Hugo



l'Homme qui rit, pose en ces termes à la Chambre des Lords : « *Milords, vous êtes en haut. Vous avez le pouvoir, l'opulence, la joie, le soleil immobile à votre zénith, l'autorité sans borne, la jouissance sans partage, l'immense oubli des autres. Mais il y a, au-dessous de vous, quelque chose. Au-dessus peut-être. Milords, je viens vous apprendre une nouvelle. Le genre humain existe.* »

Alors, nous qui sommes du monde du travail abîmé par la crise et les accidents de la vie, comme l'était le visage de Gwypplaine, nous renouvelons le pari de l'anticipation, de la modernité qui fut celui du manifeste de Marx et Engels. Et contre ceux qui voudraient habiller de modernisme le maintien et l'extension des privilèges, nous choisissons le parti de la démocratie, c'est-à-dire du pouvoir partagé de tous, le parti du « nouveau monde » qui pousse, émerge, pour en libérer toutes les potentialités et entrer dans une période nouvelle de véritables progrès sociaux.

Parlons Lactalis

Vieux rêves éculés, hurleront certains. Alors, parlons simple et clair. Parlons Lactalis, par exemple. Avec près de 10 milliards d'euros de fortune, Emmanuel Besnier, le PDG, a multiplié par 2,5 cette fortune ces quatre dernières années. Durant cette période, il a été le champion de l'écrasement du prix du lait payé aux agriculteurs. Les producteurs de lait sont devenus les otages de Lactalis qui a droit de vie ou de mort sur la filière. Comment le système capitaliste a-t-il pu mettre dans une telle dépendance nous tous, paysans et consommateurs ? Le groupe est aujourd'hui au cœur d'une faille de la sécurité alimentaire, avec le scandale du lait infantile contaminé à la salmonelle. Et il continue à faire preuve de la même arrogance. Beaucoup de questions se posent : sur les conditions de travail et de production, sur les conditions de la distribution et du retrait des lots contaminés... Ces questions doivent être posées. La loi du secret, qui est une marque de fabrique du PDG, doit être brisée. L'aveu du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, qui n'a jamais pu rencontrer le PDG même au cœur de la crise du lait, en dit long : les patrons du 1 % se croient tout permis. Ils se prennent pour les maîtres du monde. Toutes les questions doivent être posées. Par exemple, combien a-t-on supprimé d'emplois dans les administrations de contrôle de l'État depuis 2012 ? Mille postes supprimés ! Ou encore : Quel est le montant du chèque d'économies sur son ISF que va toucher Emmanuel Besnier grâce à Emmanuel Macron, Bruno Le Maire et Gérald Darmanin ? Car M. Emmanuel Macron, c'est bien çà les premiers de cordée. Il faut faire les liens qu'on nous interdit de faire. La crise Lactalis, c'est la crise d'un système hyper-productiviste visant le profit, toujours plus de profit. Et il faut aussi interroger le mode de consommation auquel nous astreint ce système devenu fou. Car l'affaire Lactalis est le plus bel exemple qu'écologie et social ne font aujourd'hui qu'un. J'en suis certain, si nous allons au bout de ces questions, comme vient de le demander le député communiste Sébastien Jumel, en réclamant la constitution d'une commission d'enquête, c'est tout un système qui sera mis à nu. Et c'est un système de pouvoirs qu'il

faudra changer, car le pouvoir sur de tels enjeux industriels et alimentaires ne peut pas en démocratie appartenir à une si petite poignée d'actionnaires, vivant dans le secret le plus absolu.

Non, ce monde n'est pas le seul possible, personne ne nous fera admettre cela. Mettre fin à la prédation de la finance, réinvestir dans le développement des capacités humaines, reconquérir le pouvoir de décider dans l'entreprise et dans la cité, voilà comment nous voulons agir concrètement pour transformer le monde. Nous voulons que dans chacun de ces domaines les états généraux du progrès social, les quatre ateliers qui en constitueront le menu sur le travail et la protection sociale, sur l'industrie, sur les services publics et sur le logement, fournissent des clés pour l'action. Des clés et des pistes pour trouver l'argent, car de l'argent, il y en a, à condition de changer de logique de développement, et de décider autrement de son utilisation.

Un racket permanent

L'évasion et l'optimisation fiscales sont un racket permanent, 80 milliards d'euros pour la seule évasion fiscale évaluée pour notre seul pays. Nous ne lâcherons pas. Le groupe communiste au Sénat utilisera sa niche parlementaire le 7 mars prochain pour déposer le projet de loi de résolution pour une COP Fiscale des frères Bocquet, déjà adoptée grâce à nos députés à l'Assemblée nationale. La richesse, elle est dans les entreprises, produite par le travail et soustraite ensuite aux revenus du travail par l'écrasement du pouvoir d'achat salarial. Le produit intérieur brut de la France est de 2 200 milliards d'euros. Mais, pour comparaison, la capitalisation boursière du seul CAC 40 a été multipliée par vingt en trente ans, atteignant 1 200 milliards d'euros et dégageant 73 milliards d'euros de profit. Voilà où est l'argent qui manque aux budgets publics, aux salaires, aux cotisations sociales. Les exonérations d'impôts aux entreprises, notamment les plus grandes, CICE, CIR, cadeaux fiscaux... représentent cumulés un manque à gagner équivalent à 25 % du budget de l'État. Le cambriolage de la maison France est une affaire qui marche. Que fait la police ? Et que fait Bruno Le Maire, dont il est de notoriété publique qu'il n'est ni de droite, ni de gauche ! Ni de gauche, merci on savait ! Je le cite : « *Nous allons rendre 400 millions d'euros aux 1 000 premiers contributeurs de l'ISF.* »

Alors, parlons-en de ces 1 000 premiers contributeurs ! Les 10 plus grandes fortunes de France détiennent 240 milliards d'euros de fortune. Les 100 premières fortunes de France, 439 milliards d'euros. C'est-à-dire qu'en France, 100 personnes détiennent autant d'argent à un instant T, que ce qu'1 million de smicards gagneront durant toute leur vie. Et c'est la même chose dans le monde entier. Le 1 % des plus hauts revenus capte à lui seul 27 % de la croissance mondiale et, soit dit au passage, des études montrent que ce 1 % concentre les plus gros pollueurs de la planète. Pendant ce temps, la moitié de la population de la planète capte à peine 12 % de la croissance mondiale. [...]

Construire l'alternative à Macron

Une première étape avec les états généraux

La réunion des secrétaires fédéraux, le 10 janvier dernier, a porté sur l'actualité politique et sociale (l'entreprise de casse de Macron, l'état de l'opinion entre luttes et attentisme) et sur la préparation du congrès extraordinaire. Extraits du rapport introductif d'Émilie Lecroq, responsable du secteur Vie du Parti, concernant l'initiative des états généraux du progrès social.



« **C**e bref état des lieux avec sa litanie de projets régressifs ne doit pas nous faire reculer. Au contraire, ses conséquences sur la vie des catégories les plus en difficulté, sur les salariés, les chômeurs-ses, les jeunes, les retraité-es ne peuvent que nous donner de l'élan pour expliquer, lutter et proposer des alternatives. C'est notre ADN de communistes. Et quelles que soient les formes de questionnements qui peuvent parfois entamer nos forces, faire front contre l'injustice sociale nous rassemble tous et toutes. (...) »

Les mobilisations multiples se développent localement et nationalement, comme en témoignent la mobilisation victorieuse des Pimkie contre la proposition de rupture conventionnelle collective ou encore les mobilisations pour la sauvegarde de tous les sites Alstom.

(...) Toutes ces mobilisations appellent des suites de notre part auxquelles il nous faut ajouter les germes d'aspirations nouvelles, porteuses d'émancipation. Oui, l'aspiration à « autre chose », à inventer la société et le monde de demain, est bien réelle mais pas encore assez puissante. Il y a donc besoin de soutenir, d'aider à développer toutes ces batailles, d'échanger avec les acteurs de ces luttes.

Et il y a besoin de proposer une initiative politique cohérente s'inscrivant dans la construction d'une alternative à la politique de Macron. Ceci est d'autant plus indispensable que, dans les semaines à venir, les travailleurs, les privé-e-s d'emploi, les retraité-e-s, et aussi les collectivités locales dans leur ensemble vont commencer à subir vraiment les effets des premières décisions désastreuses du pouvoir « macronien ».

C'est bien avec l'objectif de construire cette alternative à gauche qui manque tant que nous avons décidé de lancer dans tout le pays les états généraux du progrès social. Face à la cohérence du projet de casse sociale de Macron, nous voulons, avec ses états généraux qui se tiendront le 3 février à Montreuil, faire converger les actrices et les ac-

teurs des nombreuses luttes qui existent dans le pays. Nous le disions, les luttes et initiatives locales sont nombreuses mais il nous faut désormais, pour gagner en efficacité, créer les espaces pour donner la parole et relier ces acteurs de luttes que nous côtoyons au quotidien, pour faire converger les problématiques que nous rencontrons sur chacun des sujets. C'est une condition indispensable pour débattre collectivement des propositions politiques à apporter afin de travailler à la construction de fronts d'action dans différents domaines, et cela dans la durée.

Macron compte sur une vie politique anémiée, un débat public sclérosé, une gauche divisée et des syndicats affaiblis pour avoir les coudées franches afin de s'attaquer au salaire minimum, ouvrir la chasse aux chômeurs, brader à nouveau les actifs publics, laisser pourrir la situation à l'hôpital ou dans les transports publics, et j'en passe...

Pour s'opposer efficacement, à lui et sa politique, nous devons travailler au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui ont pour ambition de lui imposer des reculs et de changer le système.

Les états généraux du progrès social, si nous y engageons nos forces, peuvent constituer une première caisse de résonance permettant de découpler le retentissement des combats pour l'émancipation sociale, écologique, démocratique, politique, culturelle.

Pour réussir cette campagne, il s'agit donc, dans un premier temps, de poursuivre et d'amplifier le nombre d'acteurs syndicaux, de militant-e-s associatifs, élu-e-s, et bien-sûr de citoyens et citoyennes avec lesquels nous échangeons afin de leur présenter notre démarche, de les inviter à participer au 3 février et commencer à débattre ensemble des propositions à porter.

Partons des luttes en cours localement, prenons des initiatives ou poursuivons celles déjà engagées pour les valoriser et les faire converger lors des états généraux.

Loin d'être une fin en soi, la rencontre du 3 février doit nous

permettre de « nourrir les mobilisations de propositions politiques » mais également de nourrir nos propositions politiques de ces mobilisations. Il ne s'agit pas de vouloir tout « embrasser » partout, mais de s'appuyer d'abord et avant tout sur le travail politique déjà réalisé dans les sections et les fédérations. »

L'exemple de la Sarthe

Les communistes du département organisent tout ce mois un nombre important de rencontres locales autour du thème des services publics, qu'il s'agisse de la santé, du transport, de La Poste. Dans tout le département, des tables rondes sont initiées par les sections les plus importantes qui se relient aussi à d'autres plus petites et isolées pour travailler ensemble autour des besoins, préoccupations et luttes locales en invitant les acteurs et citoyens mobilisés. En Sud Sarthe, la spécificité des services publics ruraux en voie de disparition est par exemple au cœur du débat et de la mobilisation. Les retours de ces tables rondes locales, avec les propositions qu'elles auront faites émerger, convergeront vers une grande réunion publique départementale le 27 janvier à Allonnes. Celle-ci visera à établir à la fois une feuille de route locale de solutions concrètes qui servira de base aux campagnes bien au-delà du 3 février. Mais dans le même temps, la restitution et les propositions de l'étape sarthoise des états généraux seront aussi portées et vérifiées au débat de la rencontre nationale à Montreuil.

Santé

Initiative des parlementaires communistes sur l'hôpital



COMITE-DEFENSE ET SOUTIEN DE L'HÔPITAL

NON IL N'EST PAS TROP TARD NOTRE HOPITAL C'EST PAS DU BIDON !!!

24 JANVIER APPEL A RASSEMBLEMENT 14H

COUR DE L'HOPITAL - SAINT-CLAUDE

TOUCHE PAS À MON HÔPITAL NI À MA SANTÉ

Fermeture des urgences, la nuit, de Clamecy et Tonnerre

Mobilisons nous ENSEMBLE, rejoignez le collectif (citoyens, personnel, élus)

Mardi 16 janvier 2018 à 14H

ARS de Dijon

Départ place de la gare de Tonnerre à 12H (venir 30min avant)

Manifestation afin d'apporter les pétitions contre le plan de restructuration des services d'Urgences de l'Yonne et des conséquences pour la Nièvre et le Tonnerrois

Des bus seront mis à disposition pour ceux qui le souhaitent (tarif 10 euros aller/retour) :

véhicule personnel bus (gagner impérativement le règlement avec le coupon)

Nom	Prénoms	Téléphone

Nombre de personnes : Tarif total :

RESPONSE SOUHAITEE AVANT LE 12 JANVIER au soir, adresser le chèque à l'ordre de l'association « De Nous pour Vous » (Association de l'Hôpital)

LES COUPONS REPONSE SONT A DEPOSER :

- > soit à l'accueil du service des urgences de Tonnerre
- > soit à l'adresse suivante : Collectif des urgences Rue des jumeaux 89700 Tonnerre

Le cri des infirmières

Le problème de la France, ce n'est pas son soi-disant déclin ou appauvrissement. Le problème de la France, c'est que le travail du grand nombre fait la richesse d'une poignée d'autres, et que ce gouvernement, pas plus que les autres, ne met plus l'argent où il devrait le mettre pour développer notre pays. Entendez le cri des infirmières des hôpitaux et des EHPAD : « *Entre ce qu'il faut noter sur l'ordinateur ou le dossier, les protocoles et les procédures administratives, je n'ai plus le temps de faire mon métier de soignante !* » « *Dans la réalité, nous avons moins de 5 minutes pour l'aide à la toilette ou l'aide au repas en Ehpad... C'est inhumain !* » « *Les contraintes financières modifient profondément notre travail... Nous poussons les familles à reprendre les patient-e-s, quitte à en culpabiliser certain-e-s !* » « *Les temps de prévention et d'éducation sanitaire ne sont pas financés...* » Voilà, Monsieur Macron, la parole venue du « bas de la corde », celle qui vient d'exploser aussi ces derniers jours dans les prisons, et fait souffrir tous les jours des centaines de milliers d'agents dans tous les services publics, à commencer par le plus précieux d'entre eux, l'école.

(...) Pour reprendre l'exemple de l'hôpital, les regroupements « GHT » vident les établissements de proximité de leur sens. Le désert sanitaire s'étend. Les zones blanches, ça n'existe pas que dans la téléphonie. Et quand l'hospitalisation privée prendra le pas, que faudra-t-il faire Mme Buzyn ? Négocier en contrepartie sonnantes et trébuchantes avec le privé pour qu'il daigne couvrir ces zones blanches ? Nos parlementaires Pierre Dharréville, Laurence Cohen, Dominique Watrin sont à pied d'œuvre, et l'hôpital, les EHPAD seront une de nos grandes causes en 2018. Le « tout ambulatoire » pourrait conduire à fermer 7 lits sur 10 d'ici à 2020 ! Ce que veut la population, ce ne sont pas des superstructures hospitalières mais des hôpitaux publics de proximité travaillant en concertation avec les services spécialisés, de recherche et d'enseignement, dans un parcours de soins intégrant une offre publique ambulatoire de centre de santé, des équipes en nombre suffisant et bien formées, investies dans la prise en charge partagée. (...) *(Extrait des vœux de Pierre Laurent)*

Le projet de loi asile-immigration doit être retiré



C'est à une véritable levée de boucliers à laquelle se heurtent le président Macron, son premier ministre et le ministre de l'Intérieur après la présentation des dispositions du projet de loi asile-immigration. Des partis de gauche - Parti communiste français, France Insoumise, Parti socialiste, EELV - à des députés LREM, 470 associations nationales et locales de solidarité avec les migrants, les syndicats CGT, CFDT, FSU et l'Église de France..., tous condamnent sévèrement cette politique. Ce projet va au-delà de toutes les mesures répressives et d'expulsion déjà prises à l'égard de ces hommes et de ces femmes en état de vulnérabilité, fuyant la guerre, les violences, la misère. En agissant ainsi, le Président de la République et le gouvernement, soutenus par Les Républicains et le FN, qui en veulent encore plus, instrumentalisent et attisent les peurs et les préjugés. En effet, il n'existe aucune menace « *d'invasion étrangère* », ni de surcharge financière insupportable, ni de risque d'accueillir « *toute la misère du monde* »... Ces propos ne reposent sur aucune réalité. Par contre, il n'est jamais fait mention des 3 millions de Français, migrants eux aussi, vivant à l'étranger, et qu'avec 6 migrants accueillis pour 1 000 habitants (données Eurostat) notre pays n'est qu'en

vingtième position sur les 28 pays de l'UE. Tout le reste n'est que fantasmes ! La politique française doit prendre la pleine mesure des évolutions actuelles des mouvements migratoires. Les réponses apportées aujourd'hui au même titre que celles de l'UE sont les pires et porteuses de nouveaux drames, d'injustice et d'inhumanité. Cette politique de dissuasion migratoire, de renforcement des expulsions de migrants dits "clandestins", d'accords honteux et criminels avec la Turquie et la Libye, de construction de murs électroniques et de fermetures des frontières, d'aides au développement en Afrique, détournées en partie au profit de dispositifs sécuritaires, d'accords de libre-échange défavorables aux pays les plus pauvres : tout cela doit changer. Dans cette mondialisation capitaliste, libérale et militarisée, la solidarité est la seule voie pour lutter contre les inégalités mondiales grandissantes, véritables bombes à retardement, les violences ethniques, religieuses et la montée des nationalismes. N'ajoutons pas du malheur au malheur à ces hommes et ces femmes qui cherchent refuge dans notre pays et à se construire une vie digne de ce nom. Et toujours des

morts et disparus en Méditerranée. Devant le tollé provoqué par ce projet de loi, le président Macron et le gouvernement doivent abandonner ce projet, abroger la circulaire du 12 décembre organisant le flicage des migrants, stopper ce tri inhumain entre migrants, qui exclut les plus pauvres, qualifiés de « *migrants économiques* ». Il s'agit d'ouvrir une large concertation nationale pour l'élaboration d'une véritable loi d'accueil, d'hospitalité et de fraternité qui respecte les conventions internationales d'affirmation et de défense des droits humains et élargisse les critères d'accueil et multiplie les centres d'hébergement. Le Parti communiste français, pour sa part, est engagé de longue date dans cette lutte. Avec ses élus, ses parlementaires, ses militants, il agit pour apporter une aide concrète à ces hommes et ces femmes vulnérables et travaille à des réponses politiques nouvelles en France et en Europe pour que notre pays redevienne la patrie des droits de l'homme, terre d'accueil et de solidarité humaine. ✪

Patrick Margaté
Relations internationales du PCF
Collectif Migrations

ÇA COCOGITE

Un site collaboratif pour le congrès extraordinaire de 2018 (congres2018.pcf.fr)

Plus qu'informer l'adhérent de l'état des débats, l'objectif est d'offrir un nouvel espace d'échange et de réflexion complémentaire du travail réalisé dans les cellules, les sections, les fédérations et les secteurs. Cet espace a pour vocation de construire ensemble les réponses aux enjeux qui sont devant nous.

« Nous décidons de créer une plateforme de contribution accessible à tou-te-s les adhérent-e-s pour permettre à chacun-e de participer à l'élaboration de notre projet. » Relevé de décisions - 37^e congrès du PCF

Dès juin 2016, nous avons décidé de créer une plateforme de contributions accessibles aux adhérent-e-s de notre parti pour permettre l'élaboration de notre projet. Cette plateforme est en construction et le site dédié à notre congrès en fait partie, conformément à nos décisions du 37^e congrès. C'est un modèle du « bas vers le haut » qui sert de base de travail : l'adhérent-e et sa réflexion sont au cœur du site pour permettre l'échange, la discussion et le débat d'idées à travers 2 types consacrés, les chantiers et une bibliothèque de contributions « hors chantier ». Les chantiers sont ceux proposés par l'assemblée des animateurs de section le 18 novembre et listés dans la feuille de route votée par le Conseil national du 1^{er} décembre. Douze d'entre eux sont déjà en ligne et accessibles aux débats. Ce sont des espaces contributifs où chacune et chacun peut faire des propositions et les mettre en débat. On peut réagir et entamer la discussion à partir de chaque suggestion dans le respect de tous bien sûr ! C'est un nouveau moyen de contribuer à la réflexion collective. Les chantiers placent l'adhérent-e au cœur de la construction de notre congrès en permettant à la richesse militante de s'exprimer, et l'usage de l'outil numérique pour leur animation permet également aux camarades qui ne sont pas en mesure de participer aux débats dans nos lieux de vie de prendre part au débat. Les contributions ne répondant pas aux questions posées dans les chantiers sont réunies dans une bibliothèque et sont classées par thématiques. Cela permet de retrouver très

simplement les contributions traitant d'un sujet ou d'un autre. Le site permet également de retrouver les actualités liés au congrès ainsi que les grandes dates qui jalonnent notre travail jusqu'en novembre 2018. Vous pourrez y retrouver des articles, des vidéos... qui sont autant d'outils mis à notre disposition pour préparer le congrès dans nos sections. Toutes les semaines, le collectif en charge de l'animation du site de congrès envoie une lettre d'information par courriel à tou-te-s les adhérent-e-s du Parti pour faire connaître l'actualité des chantiers, l'agenda... Si vous ne la recevez pas c'est qu'il faut vous inscrire sur le site du congrès pour mettre à jour vos coordonnées. ✪

Aurélie Biancarelli-Lopes,
chef de projet numérique du PCF

L'AIR DU TEMPS

Petits fauteuils

Jean-Pierre Raffarin doit avoir des problèmes avec sa retraite. Pourtant le bonhomme, qui fut député, sénateur, président de région, ministre, premier ministre (et aussi banquier) ne doit pas manquer. Mais faut croire que si : on apprend en effet qu'il vient d'être coopté au conseil d'administration de deux grosses sociétés, Pierre et Vacances la semaine dernière, Plastic Omnium cette semaine. Bonjour les jetons de présence. On dira que cette manière de compléter sa pension est originale : il suffit d'accumuler les petits fauteuils qui rapportent. Est-ce que cette mesure figurera dans le projet de Macron de réforme des retraites ? Pas sûr, car ce genre de fauteuil est assez rare à trouver, y aura pas de place pour tout le monde. ✪

Gérard Streiff

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION Forces, failles et supercherries

Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)

COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF, Jean-Louis Le Moing,
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations

Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot
afeuchot@pcf.fr
(Tél. : 01 40 40 11 11)



4^e ÉDITION

LES RENCONTRES NIEMEYER

Inventons le Grand Paris populaire

Vend. 26 janvier 2018
8h30 - 20h00

Siège du PCF - Espace Oscar Niemeyer
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris - M° Colonel-Fabien

S'inscrire -->> <http://rencontres-niemeyer.pcf.fr/>